
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CLI.



Du Vendredi 4 Décembre 1789.

M. de Virieux avoit annoncé, à la séance précédente; que les dons patriotiques se portoit déjà à plus de trois millions. La ville de Strasbourg vient de les augmenter de la somme de 300,000 livres, qu'elle avancera sur l'impôt de 1790, en faisant les payemens dans le courant de ce mois, & dans ceux de janvier & de février prochain.

M. de Frondeville a présenté un autre don patriotique, qui, précieux par sa nouveauté, peut devenir très-utile par son exemple; c'est la remise de la contribution levée pour les six derniers mois de 1789 sur les ci-devant privilégiés, au profit de non-priviliégiés, que la communauté de Sablonnières en Brie offre de faire au profit du trésor public.

M. Thouret a présenté aussi un don de 10,000 livres, offert à la nation par les cabaretiers & aubergistes de la ville de Rouen.

L'assemblée a applaudi à ces différens actes de générosité.

L'ordre du jour a appelé la discussion de quelques articles ajoutés sur les assemblées administratives nationales & sur les élections.

Tome V,

A

Le premier de ces articles a été décrété sans réclamation en ces termes :

» Les assemblées primaires & les assemblées d'électeurs ne pourront , après les élections , ni continuer leurs séances , ni les reprendre , jusqu'à l'époque des élections suivantes. »

Les articles 2 & 3 ont été décrétés tels que le comité les a proposés , les voici :

» L'acte d'élection sera le seul titre des fonctions des représentans de la nation ; la liberté de leurs suffrages ne pouvant être gênée par aucun mandat particulier , les assemblées primaires & celles des électeurs adresseront directement au corps législatif les pétitions & instructions qu'elles voudront lui faire parvenir. »

A R T. I I I.

» Le nombre des députés à l'assemblée nationale sera égal au nombre des départemens du royaume , multiplié par neuf. »

L'article 4 donnoit aux assemblées d'électeurs la faculté de nommer des suppléans. D'après l'observation d'un curé , l'article en a prononcé l'obligation.

MM. la Poule & Regnaud se sont occupés du nombre des suppléans à nommer par département.

M. Regnaud desiroit que ce nombre fût le tiers des députés que chaque département enverroit , & cette fixation a été adoptée. L'article a été ensuite décrété ainsi :

« Les assemblées des électeurs nommeront des suppléans pour remplacer , en cas de mort ou démission , les députés à l'assemblée nationale. Ces suppléans , au nombre du tiers des députés , seront choisis par scrutin de liste double , à la pluralité relative des suffrages. »

M. Reubell a demandé au comité quelques explications sur la manière de concilier les articles déjà décrétés , avec

l'article V, qui distingue la nécessité d'autorisation du roi pour les objets qui intéressent l'administration générale du royaume, des affaires particulières pour lesquelles les délibérations des assemblées administratives n'ont pas besoin d'approbation royale.

M. Target a très-bien développé l'esprit de ces différens articles, qui ne contredisoient en aucune manière l'article du comité. « Il faut distinguer, a-t-il dit, les affaires du régime général du royaume, des dépenses locales de pur entretien, de réparation, de conservation. Quant aux premières, toutes les parties de l'exécution appartiennent au roi, parce qu'il est nécessaire que les objets d'administration générale du royaume soient surveillés par le pouvoir exécutif, qui a le droit de les suspendre & de les régler. Toutes les autres dépenses locales ou particulières n'ont besoin d'aucune autorisation.

Après quelques observations de M. Desmeuniers & de M. de Creci, l'article V a été décrété ainsi :

« Les délibérations des assemblées administratives de département sur des entreprises nouvelles, sur travaux extraordinaires, & généralement sur tous les objets qui intéresseront le régime de l'administration générale du royaume, ne pourront être exécutées qu'après avoir reçu l'approbation du roi. Quant à l'expédition de toutes les affaires particulières, & de tout ce qui s'exécutera en vertu des délibérations déjà approuvées, cette autorisation ne sera pas nécessaire ».

Ici se présentait une institution honorable pour la législation, & qui pouvoit réparer en même-temps une sorte d'injustice faite à tous les fils de famille du royaume exclus de l'éligibilité, par l'impossibilité où la loi les met d'avoir des propriétés particulières & de payer des contributions assez fortes. Cet article portoit :

« La condition d'éligibilité relative à la contribution directe, déclarée nécessaire pour être citoyen actif, électeur ou éligible, sera censée remplie par tout citoyens qui, pendant deux ans consécutifs, aura payé volontairement un *tribut civique*, égal à la valeur, & qui aura pris l'engagement de le continuer ».

A peine cet article a-t-il été lu, que M. Mongins de Roquefort a dit qu'il rendroit illusoire les décrets précédens ; ce qui l'engageoit à demander la question préalable.

MM. Regnault, Dufraissé & la Poule, ont insisté pour qu'on ne délibérât pas sur l'article, en prétendant que des gens riches pourroient acquérir en payant la contribution pour des gens pauvres, le moyen de se faire des partisans.

M. Camus trouvoit étonnant que l'on proposât la question préalable sur un article qui annonce un principe favorable à la liberté.

« Il est naturel, disoit-il, que dans un royaume où tout le monde est égal, la loi donne le moyen d'acquérir le droit de citoyen par une contribution volontaire. Si un homme veut retrancher de son revenu de quoi fournir aux frais des établissemens publics, pourquoi l'article qui lui accorde ce droit seroit-il rejeté ? »

Monsieur Long est allé chercher dans les capitoulats de Toulouse l'exemple des abus qui s'introduisent facilement en matière de contribution. « Un règlement exigeoit, a-t-il dit, pour être éligible au capitoulat, que l'on fût capité à Toulouse, ce qui annonçoit un état & un domicile dans cette ville : il étoit arrivé cependant que les étrangers s'y faisant capiter sans être domiciliés, obtinrent ces places municipales ; le même abus s'introduira en matière d'éligibilité ».

M. Milcent a proposé d'effacer de l'article, ces mots :

citoyens actifs & électeurs, & de ne décréter l'article que pour ce qui concerne l'éligibilité.

M. Target a observé que ceux à qui cet article donnoit des inquiétudes, seroient apaisés si l'on ajoutoit à la rédaction ces mots : « Pour tout citoyen qui, réunissant d'ailleurs toutes les autres conditions exigées, aura payé volontairement un tribut civique ». Cette nouvelle rédaction n'a pas empêché M. d'Estourmel de dire, « que les articles déjà décrétés sur l'éligibilité, ne l'avoient été que relativement aux propriétaires, & que le nouvel article proposé tenoit à les exclure ».

Mais M. Chapelier a répondu, que lorsqu'un comité chargé d'un travail important, proposoit un article essentiel, en ne pouvoit pas l'écarter par la question préalable, & que si l'assemblée vouloit éviter les cabales & propager le patriotisme, il falloit adopter l'article; que les propriétaires ne devoient pas craindre qu'il y eût beaucoup de citoyens qui voulussent acquérir ainsi le droit d'être éligibles.

M. Casalés répétoit que l'article proposé étoit destructif du décret qui exige une contribution directe d'un marc d'argent; que les mêmes raisons présentées dans cette séance, avoient été jugées lors du premier décret, & qu'ainsi l'article ne devoit pas être mis en délibération.

M. Malais, qui d'abord avoit insisté sur la question préalable, a proposé ensuite un amendement à l'article en faveur des fils de famille. Il vouloit borner le bienfait de l'article à cette classe seule de citoyens, à condition que leur père fût éligible.

M. Richier ne vouloit ni de l'article ni des amendemens.

M. la Poule demandoit une contribution civique de cinq années.

Un curé s'en tenoit aux deux années portées par l'article ; mais il vouloit une caution pour l'engagement de continuer le payement du tribut civique.

M. Garat le jeune , après avoir prouvé qu'il n'y avoit aucune contradiction entre l'article décrété & celui que le comité proposoit , a fait sentir que les décrets déjà portés exigeoient seulement une contribution, sans dire si elle étoit réelle ou territoriale , & qu'une contribution volontaire ou forcée aux besoins de l'état , devoit produire le même effet ; il a ajouté que si cet article étoit décrété , les trois quarts des habitans du royaume étoient exclus de la représentation par la constitution même , & que l'assemblée n'avoit pas le pouvoir de leur imposer cette privation.

C'est au milieu du tumulte & des clameurs que M. Garat le jeune vouloit faire entendre ces principes ; mais une partie de l'assemblée paroissoit très-décidée à ne pas les écouter.

M. de Mirabeau a dit qu'on n'avoit pas attaqué cet article dans le sens convenable. « Vous donnez, a-t-il ajouté, la plus redoutable des influences à la richesse, c'est-à-dire, au jeu de la corruption, & cette objection est à considérer sous plusieurs rapports. Je demande s'il est vrai qu'on corrompe pour tel fait, deux ans à l'avance, & je ne crois pas qu'on corrompe pour être éligible ; d'ailleurs, si quelqu'un vouloit être éligible, il n'auroit qu'à faire une fausse déclaration de ses biens. Je demande aux nobles s'ils ne pensent pas à leurs enfans quand ils veulent repousser l'article proposé. Je demande aux prêtres, si le droit de servir la patrie n'est pas un avantage bien précieux. L'article proposé leur réserve ce droit. Enfin cette question vous intéresse tous, par vous-mêmes & par les vôtres ; & je déclare en finissant, que je ne conçois pas comment l'assemblée peut devenir impuée-

ment si tumultueuse , quand il s'agit de nouvelles questions ».

M. de Biancourt trouvoit dans cet article des conséquences dangereuses en politique ; il a rapporté l'histoire des deux factions de Suède , connues sous le nom *des bonnets & des chapeaux*. On ne concevoit point d'abord ce que cette citation pouvoit avoir de commun avec le droit qu'a naturellement tout citoyen d'être éligible ; mais M. de Biancourt a ajouté que deux puissances souteoyoient ces deux partis dans la Suède , & qu'il étoit dangereux que des étrangers ne vinssent exercer de pareilles influences parmi nous.

On est allé aux voix sur les amendemens qui ont été rejetés par la question préalable,

On est ensuite allé aux voix sur l'article du comité , te qu'il avoit été amendé par M. Target ; l'épreuve a paru douteuse à une partie de l'assemblée , & quelques voix ont réclamé l'appel nominal.

M. le président a consulté le bureau ; ensuite il a prononcé que l'article étoit rejeté.

Aussi-tôt on a réclamé fortement l'appel nominal. Cette demande n'a servi qu'à aigrir les esprits d'une partie de l'assemblée ; en vain M. le chevalier de Lameth a voulu parler , pour faire sentir la nécessité de dissiper tous les doutes par l'appel nominal ; M. de Foucault , secondé d'un grand nombre de membres de l'assemblée , a éloigné toute nouvelle discussion.

M. Martineau a cherché à triompher des clameurs , pour dire que M. le président ayant consulté le bureau , il étoit évident qu'il y avoit des doutes sur la majorité.

M. l'abbé Mauri a voulu concilier les esprits , en demandant l'appel nominal ; & M. Destourmel , appuyant cette opinion , s'est écrié : *le bien général nous fait céder aux considérations particulières.*

M. le président a proposé de mettre aux voix , si l'assemblée vouloit l'appel nominal , mais plusieurs membres ne vouloient pas compromettre ainsi une question que le règlement décide. Le tumulte a recommencé pour éloigner l'appel nominal , & M. de Menou s'est écrié : « il n'y a que ceux qui ne veulent ni liberté , ni constitution , mais la dissolution de l'assemblée , qui peuvent s'opposer à l'appel nominal.

M. l'abbé Mauri est encore monté à la tribune , & après avoir proposé plusieurs moyens de terminer la délibération , il a dit , qu'au hasard de déplaire à plusieurs personnes qu'il honoroit , il ne pouvoit s'empêcher de reconnoître que l'appel nominal est de droit naturel , & ne peut être refusé.

On est enfin parvenu , vers les quatre heures , à faire l'appel nominal , dont le résultat a été de rejeter l'article à une majorité de quatorze voix.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement a fini au cent-cinquantième numéro , sont priés de renouveler , afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros , & de rapporter le numéro de leur soucription , qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal , N^{os} 7 & 8 , & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.